



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

politique familiale

Question au Gouvernement n° 552

Texte de la question

POLITIQUE FAMILIALE

M. le président. La parole est à Mme Claude Greff, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

Mme Claude Greff. Monsieur le Premier ministre, le candidat Hollande a déclaré devant l'Union nationale des associations familiales : " Je reste très attaché à l'universalité des allocations familiales qui sont aussi un moyen d'élargir la reconnaissance nationale à toute la diversité des formes familiales. Elles ne seront donc pas soumises à conditions de ressources. " (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe UMP.*) Il a même ajouté : " Oui, je considère que les allocations familiales n'ont pas à être imposées. " (*Mêmes mouvements.*)

Monsieur le Premier ministre, comme tous les Français, nous n'arrivons pas à comprendre votre politique.

M. Thierry Mariani. Parce qu'il n'en a pas !

Mme Claude Greff. Après avoir tant promis, notamment la création de milliers de postes de fonctionnaires, ce sont aujourd'hui les familles de France qui vont régler l'addition !

Cette crise nous impose de faire des économies ; or vous décidez de sacrifier la politique familiale pour financer vos dépenses. Après avoir abaissé le plafond du quotient familial, après avoir rogné sur les emplois familiaux, voilà que vous vous attaquez maintenant aux allocations familiales ! Quelle société allez-vous nous laisser ?

Oui, l'heure est grave, car vous vous apprêtez à remettre en cause l'universalité de ces prestations.

Notre politique familiale a été stable et protégée depuis 1945, malgré les crises que nous avons traversées.

Aujourd'hui, vous portez atteinte au pacte républicain issu du Conseil national de la Résistance. Demain, vous nous proposerez de revenir sur les retraites par répartition ou sur d'autres pans de la sécurité sociale. Vous attaquez encore les familles et les classes moyennes. C'est votre politique, monsieur le Premier ministre - est-ce que vous m'écoutez ? -, et vous devez l'assumer !

M. Guy Geoffroy. Vous ne regardez pas dans la bonne direction, monsieur le Premier ministre !

Mme Claude Greff. Allez-vous enfin cesser le démantèlement minutieux et systématique de notre politique familiale ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

M. le président. La parole est à Mme la ministre des affaires sociales et de la santé.

Mme Marisol Touraine, *ministre des affaires sociales et de la santé*. Madame Claude Greff, chacun aura reconnu votre légendaire sens de la maîtrise et de la mesure ! (*Protestations sur les bancs du groupe UMP.*)

M. Jean-Claude Perez. Eh oui !

Mme Marisol Touraine, *ministre*. Franchement, avec votre bilan en matière de politique familiale, un peu d'humilité ne nuirait pas ! (*Mêmes mouvements.*)

M. le président. S'il vous plaît, mes chers collègues...

Mme Marisol Touraine, *ministre*. Lorsque l'on sait que vous avez sacrifié sur l'autel de la RGPP la scolarisation des enfants de moins de trois ans, en supprimant 150 000 postes (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC - Protestations sur les bancs du groupe UMP.*), on fait preuve d'un peu plus d'humilité !

Lorsque l'on sait que vous nous avez laissé en héritage...

M. Thierry Mariani. On l'a assez entendu, le coup de l'héritage !

Mme Marisol Touraine, *ministre*. ...une branche de la sécurité sociale en déficit et des prestations familiales rognées pour l'ensemble des familles, on fait preuve d'un peu plus d'humilité ! (*Protestations sur les bancs du groupe UMP.*)

Lorsque l'on sait que votre seule politique en direction des familles modestes était de les menacer d'une suppression des allocations familiales,...

M. Yves Nicolin. Baratin !

Mme Marisol Touraine, *ministre*. ...on fait preuve, là encore, d'un peu plus de mesure !

Le gouvernement de Jean-Marc Ayrault a souhaité rompre avec cette politique, revaloriser d'emblée l'allocation de rentrée scolaire et permettre le rétablissement des comptes de la branche famille de la sécurité sociale (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP*) en lui affectant un milliard d'euros de ressources nouvelles.

Mme Marie-Christine Dalloz. Vous spoliez les familles !

Mme Marisol Touraine, *ministre*. C'est parce que nous croyons aux familles et à leur cohésion que nous avons demandé un rapport au Haut conseil de la famille, pour étudier la meilleure façon de garantir la cohésion des familles dans notre société...

M. Yves Nicolin. Répondez à la question !

Mme Marisol Touraine, *ministre*. ...et voir s'il est préférable de leur apporter un soutien financier ou un accueil renforcé pour leurs enfants.

M. Yves Nicolin. Baratin !

Mme Marisol Touraine, *ministre*. C'est au regard des préconisations qui nous seront faites que le Gouvernement étudiera calmement et sereinement, dans l'intérêt des familles, quelles sont les bonnes mesures à adopter.

Contrairement à vous, nous voulons la solidarité et la cohésion, et nous refusons l'idéologie et la division.

(*Exclamations sur les bancs du groupe UMP. - Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

Données clés

Auteur : [Mme Claude Greff](#)

Circonscription : Indre-et-Loire (2^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 552

Rubrique : Famille

Ministère interrogé : Affaires sociales et santé

Ministère attributaire : Affaires sociales et santé

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [20 février 2013](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [20 février 2013](#)